

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de noailles  
78000 Versailles

Versailles, le 12/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LAFARGE GRANULATS SEINE NORD**

Derrière la Chapelle - Les Fonciers  
78567003  
78520 ST MARTIN LA GARENNE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS SEINE NORD implanté Derrière la Chapelle - Les Fonciers 78567003 78520 ST MARTIN LA GARENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection de récolement dans le cadre d'une cessation d'activité

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS SEINE NORD
- Derrière la Chapelle - Les Fonciers 78567003 78520 ST MARTIN LA GARENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006503499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de sables et granulats en eau

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de la carrière

### **2) Mémoire de cessation d'activité**

Par courriel en date du 11 avril 2022, la société LAFARGE a transmis un mémoire de cessation d'activité de la carrière « les fonciers, les Barbieres et Derrière la chapelle demandant le récolement de l'ensemble des parcelles actuellement autorisées par l'arrêté préfectoral n°206-084DDD du 11 août 2006 modifié par l'arrêté préfectoral n°2013324-0009 du 20 novembre 2013, par l'arrêté préfectoral n°2014352-0007 du 18 décembre 2014, par l'arrêté préfectoral n°2017-42799 du 26 juillet 2017 et par l'arrêté préfectoral n° 78-2020-02-21-040 du 21 février 2020.

Le dossier de cessation d'activité transmis est composé des pièces suivantes :

- une lettre du transmettant le dossier ;
- l'identification du déclarant ;
- le contexte géographique ;
- les mesures prises avant et pendant l'exploitation ;
- la remise en état ;

Le tableau ci après présente le détail des sections et des numéros de parcelles à récolement ainsi que celles restant à récolement :

Lieux-dits	Parcelle	Surface autorisée	Surface concernée par la cessation
Les Fonciers	A 4807	0 ha 77 a 50 ca	0 ha 77 a 50 ca
	A4808	0 ha 63 a 50 ca	0 ha 63 a 50 ca
	A4809	0 ha 93 a 20 ca	0 ha 93 a 20 ca
	A 4810	1 ha 41 a 00 ca	1 ha 41 a 00 ca
	A 4811	0 ha 96 a 21 ca	0 ha 96 a 21 ca
Les Barbieres	A6061*	0 ha 28 a 08ca	0 ha 28 a 08ca
	A6062*	0 ha 29 a 48 ca	0 ha 29 a 48 ca
	A 4805	1 ha 44 a 00 ca	1 ha 44 a 00 ca
	A 4806	0 ha 70 a 40 ca	0 ha 70 a 40 ca
Derrière la Chapelle	A 4799	1 ha 85 a 00 ca	1 ha 85 a 00 ca
	A 4800	1 ha 10 a 00 ca	1 ha 10 a 00 ca
	A 4801	0 ha 38 a 96 ca	0 ha 38 a 96 ca
	A 4802	0 ha 42 a 17 ca	0 ha 42 a 17 ca
	A 4803	0 ha 18 a 57 ca	0 ha 18 a 57 ca

\*Les parcelles A6061 et A6062 sont issues de la division parcellaire de la parcelle A4804. Cette dernière intègre également la parcelle A6060 (19 a 79 ca) qui a déjà fait l'objet d'une cessation partielle d'activité en 2018. La parcelle A6060 correspond à la déviation du chemin rural n°42bis dit des moutons telle qu'autorisée par les AP du 11 août 2006, du 20 novembre 2013 puis du 26 juillet 2017.

Dans le cadre d'une cessation partielle d'activité, il est constaté par procès verbal de récolement que la carrière ou les parcelles concernées ont été remises en état, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral qui encadre l'activité. Ce procès verbal est rédigé après étude des documents transmis par l'exploitant et constats sur place des travaux réalisés.

### 3) Constats

#### 3-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **3-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**



Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement , Article. R-512-39-1 et article II-4 de l'arrêté préfectoral du 11/08/2006	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement , article R-512-39-3	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article III-12 alinéa 1, 2 et 3	/	Sans objet
Contrôle de la qualité du sol	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article III-12 alinéa 4	/	Sans objet

### 3-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 avril 2022 a permis de constater visuellement que les parcelles à récoler sont remises en état conformément à l'arrêté préfectoral de 2006 modifié par les arrêtés préfectoraux de 2014, 2017, 2020 et de 2021 et en accord avec le propriétaire des terrains.

### 3-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement , Article. R-512-39-1 et article II-4 de l'arrêté préfectoral du 11/08/2006
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, évacuation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> L'inspection constate : - la mise en place de clôtures autour du site ; - l'absence de déchets et de produits dangereux ; - l'absence d'installation ainsi que la suppression de tous risques d'incendie et d'explosion ; - la continuité de la surveillance sur l'environnement avec le réseau piézométrique existant ;
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté le respect de l'article R-512-39-1 du code de l'environnement et de l'article II-4 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 sur la cessation d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article Art. R-512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, évacuation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>
<b>Constats :</b> Le site sera maintenue en zone humide comme définit dans l'arrêté d'autorisation. Les travaux de remise en état sont finalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article III-12 alinéa 1, 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, conformément aux plans joints en annexe (avec plan d'eau isolé ou plan d'eau relié à celui de la carrière adjacente selon l'état d'avancement de cette dernière). La remise en état est coordonnée à l'extraction. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 8 mois avant l'échéance de l'autorisation. La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle comporte notamment les dispositions suivantes, conformément au plan de remise en état joint au dossier de demande d'autorisation et remis en annexe : <ul style="list-style-type: none"><li>- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers, et d'une manière générale toutes les structures non intégrées dans la remise en état des lieux,</li><li>- remblayage jusqu'à la côte initiale au lieu-dit « Derrière la Chapelle »,</li><li>- remblaiement et talutage des fronts suivant une pente inférieure à 30° pour les terrains situés aux lieux-dits « Les Barbières » et « Les Fonciers »,</li><li>- un plan d'eau d'environ 0,675 hectare de superficie subsistera au lieu-dit « Les Fonciers » sur la parcelle cadastrée section A n° 4811, les berges de ce plan d'eau seront talutées en pente douce n'excédant pas 30° par rapport à l'horizontale. A leur surface, une couche de terre végétale d'au moins de 30 cm d'épaisseur sera régalée et il sera procédé à un engazonnement (semis de prairie). Dans ses côtés Est et Sud, ce plan d'eau sera réuni avec celui dont la création est prévue dans le cadre du permis ministériel du 25 juillet 1995 et de l'arrêté préfectoral n° 97-266 DUEL du 18 décembre 1997 (zone 4 de l'exploitation sur la commune de St Martin-la-Garenne, au sens de l'article I-3 de l'arrêté préfectoral précité),</li><li>- plantation ou conservation d'une haie d'arbres en bordure nord des terrains situés au lieu-dit « Derrière la Chapelle ».</li><li>- les merlons qui ont été mis en limite du site afin de limiter les nuisances dues à l'exploitation devront être supprimés lors de la remise en état.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- le respect du remblayage jusqu'à la cote initiale au lieu-dit « Derrière la Chapelle » ;</li><li>- le respect du remblayage et talutage des fronts suivant une pente inférieure à 30° pour les terrains situés aux lieux-dits « Les Barbières » et « Les Fonciers » ;</li><li>- le respect de la création d'un plan d'eau d'environ 0,7 ha avec berges talutées en pente douce et engazonnée ;</li><li>- la conservation de la haie d'arbres en bordure nord du lieu-dit « Derrière la Chapelle » ;</li><li>- la suppression des merlons mis en limite du site ;</li><li>- la finalisation de la remise en état par une couverture de terre végétale ;</li><li>- la mise en place de stériles de découvertes et la terre végétale pour la reconstitution de la zone prairiale (principalement au nord) et de hauts fonds et prairies humides (tant au nord qu'au sud) ;</li></ul>
<b>Observations :</b> L'inspection constate que l'exploitant a respecté l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 en effectuant la remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle de la qualité du sol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article III-12 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la qualité du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle à la pelle ou par carottages est réalisé à l'issue de chaque phase de réaménagement de la carrière remblayée avec des matériaux extérieurs au site, en plusieurs points de chaque phase (cinq sondages au minimum par phase). Pour chaque sondage, un échantillonnage des terres prélevées à différentes profondeurs (au moins 2 prélèvements par sondage) est réalisé et analysé. Les échantillons sont envoyés en laboratoire pour analyse des hydrocarbures totaux et des paramètres indiqués dans le 1 <sup>er</sup> tableau de l'article III.13.1. Au cas où des teneurs en hydrocarbures totaux supérieures à 50 mg/kg sont mesurées, les paramètres compris dans le 2 <sup>ème</sup> tableau de l'article III.13.1 sont également mesurés. Un compte rendu de chacune de ces opérations est reporté sur un registre. Ce compte rendu a également vocation à être joint au dossier de cessation d'activité du site.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence d'un rapport de diagnostic des sols n°A102068/A de décembre 2019 effectué par anthéa group ;</li><li>- la description dans le rapport de la réalisation de 10 points de sondages à la pelle mécanique ;</li><li>- la description dans le rapport d'un échantillonnage des terres prélevées à différentes profondeurs ;</li><li>- le respect des seuils des paramètres analysés tel que défini à l'article II.13.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006.</li><li>- un engagement sur l'honneur de non réception de matériaux du chantier Eole sur le site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet